



FLEURANCE

AFFAIRES GENERALES

REPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE FLEURANCE

Arrêté temporaire n° 2021/127

Portant **AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC**
74 BOULEVARD PAUL VALÉRY
BAR « LOU FLOURET »

Le Maire de la Commune de FLEURANCE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1311-5, L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5 et L 2213-1 ;

VU le code pénal et notamment l'article R 644-3 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 31 mai 2010 présentant notamment les tarifs pour l'occupation du domaine public ;

VU l'arrêté municipal du 12 mai 2011 portant réglementation des installations sur le domaine public dans l'agglomération ;

VU l'arrêté municipal du 19 mars 2012 relatif au métrage en matière d'occupation du domaine public et au cheminement piéton ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 12 juin 2021 portant exonération totale de la redevance d'occupation du domaine public sur 2021 pour le commerces sédentaires ;

VU la demande de Monsieur Guillaume PALACIN, gérant du Bar « LOU FLOURET » 74 boulevard Paul Valéry, reçue en mairie de Fleurance le 27 mai 2021, pour installer une terrasse au droit de son établissement, par dérogation, **du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021** ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer l'occupation du domaine public, en vue de l'installation de terrasse afin d'y exercer une activité commerciale ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Guillaume PALACIN est autorisé à installer une terrasse, par dérogation, **du 9 juin 2021 au 31 décembre 2021**, au droit de son établissement.

ARTICLE 2 : Par décision du conseil municipal en date du 12 juin 2021, Monsieur Guillaume PALACIN est exonéré du paiement de la redevance d'occupation du domaine public en totalité, pour l'année 2021.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est personnelle, précaire et révocable. Elle cesse de plein droit à l'issue de la période énoncée à l'article 1^{er} ou lors du changement d'exploitant du commerce.

ARTICLE 4 : D'une manière générale, il est rappelé l'obligation de laisser un passage d'une largeur de 1,40 m sur le domaine public pour permettre la circulation des piétons et des P.M.R (personnes à mobilité réduite).

Un passage libre d'une largeur de 1,40 m devra être prévu également sur la portion comprise entre le passage piéton avenue Martial Cazes et le passage piéton boulevard Paul Valéry : aucune chaise ou obstacle ne devra gêner ce passage.

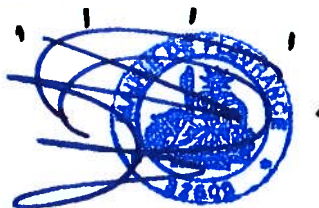
Arrêté temporaire n° 2021/127
Portant OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
74 BOULEVARD PAUL VALERY
BAR « LOU FLOURET »

ARTICLE 5 : **Monsieur Guillaume PALACIN** reste responsable de ses installations et à ce titre il veillera à contracter une assurance en responsabilité civile professionnelle ou étendre celle existante à ses installations extérieures qui, en outre, ne devront en aucun cas constituer une situation de danger vis-à-vis des usagers et respecter les conditions spécifiques aux terrasses définies dans la délibération du 31 mai 2010 susvisée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera publié. Ampliation en sera adressée à :
Madame la Sous-Préfète de Condom, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fleurance, Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de Fleurance, **Monsieur Guillaume PALACIN**, chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Fait à Fleurance, le 15 juin 2021

Le Maire,



Ronny GUARDIA-MAZZOLENI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

032-213201320-20210615-202106-DAG-068-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/06/2021

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr